

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

PWGSC/TPSGC Acquisitions
1045 Main Street
1st Floor, Lobby C
Unit 108
Moncton, NB E1C 1H1
Bid Fax: (506) 851-6759

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

NB / PEI Division - Moncton Acquisitions Office
1045 Main Street
1st Floor, Lobby C
Unit 108
Moncton, NB E1C 1H1

Title - Sujet OCIN-CCTV & Équipement d'alarme de c		Date 2015-10-05	
Solicitation No. - N° de l'invitation 51019-154020/A		GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$MCT-014-5078	
Client Reference No. - N° de référence du client 51019-154020		Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST	
File No. - N° de dossier MCT-5-38050 (014)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME		
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-11-16			
Delivery Required - Livraison exigée See Herein			
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: MacDonald, Charline		Buyer Id - Id de l'acheteur mct014	
Telephone No. - N° de téléphone (506)851-6067 ()		FAX No. - N° de FAX (506)851-6759	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF VETERANS AFFAIRS Various VAC Offices Throughout Canada Canada			
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.			

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

51019-154020/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

MCT-5-38050

Buyer ID - Id de l'acheteur

mct014

Client Ref. No. - N° de réf. du client

51019-154020

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Acquisitions

1045 rue Main

1ier étage, foyer C

Unité 108

Moncton (N.-B.)

E1C 1H1

ou par

Télécopieur: (506) 851-6759

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par courrier électronique (courriel) à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	4
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	5
2.4 LOIS APPLICABLES	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	5
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	5
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	6
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	6
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	7
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	7
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	7
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	8
A. OFFRE À COMMANDES	8
6.1 OFFRE.....	8
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	8
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	9
6.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	9
6.5 RESPONSABLES.....	9
6.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	10
6.7 INSTRUMENT DE COMMANDE	10
6.8 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	10
6.9 LIMITATION FINANCIÈRE.....	11
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	11
6.11 ATTESTATIONS.....	11
6.12 LOIS APPLICABLES	11
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	12
6.1 BESOIN.....	12
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	12
6.3 DURÉE DU CONTRAT.....	12
6.4 PAIEMENT	12
6.5 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	13
6.6 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	13
6.8 PÉRIODE DE GARANTIE	13
ANNEXE « A » - BESOIN	14

N° de l'invitation - Sollicitation No.
51019-154020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
51019-154020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-5-38050

Id de l'acheteur - Buyer ID
mct014
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT.....	17
ANNEXE « C » - LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT SOIT ADMINISTRATEURS ET/OU PROPRIÉTAIRES DE L'ENTREPRISE DE L'OFFRANT	18

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; et |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent :

6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent :

Annexe « A » - Besoin
Annexe « B » - Base de paiement
Annexe « C » - Liste d'administrateurs

1.2 Sommaire

Anciens Combattants Canada (ACC) a un besoin pour une Offre à commandes individuelle et nationale (OCIN) pour la fourniture de télévision en circuit fermé (CCTV) et de l'équipement d'alarme de contrainte, comme décrit dans l'Annexe « A » - Besoin, pour les bureaux de secteurs d'ACC à travers le pays selon le besoin pour une période de deux ans à partir de la date d'émission de l'Offre à commandes (OAC) avec l'option de prolonger l'OAC pour jusqu'à une période supplémentaire d'un an. Ce matériel sera acheté pour les zones de réception aux Bureaux de secteur d'ACC aux fins de l'enregistrement et l'archivage d'informations nécessaire et avisé le personnel lorsque des incidents se produisent et une réponse est nécessaire. La livraison des articles sera aussi par appel d'offre à commande et doit être faite dans les 3 semaines après réception de l'appel d'offre. Les frais d'expédition à ACC se feront sur la base de Fret payable à destination; ACC sera facturé par le transporteur de leur choix. L'installation de l'équipement n'est pas nécessaire. Tout le matériel doit pouvoir être installé et entretenu par un fournisseur approuvé/certifié tiers si nécessaire.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2015/07/03) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours

2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

Référence de CCUA	Section	Date
C9000T	Prix	2010/08/16
M0019T	Prix et(ou) taux fermes	2007/05/25

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, **les offres transmises par courrier électronique (courriel) à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.**

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur à l'Île-du-Prince-Édouard et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)
Section II : offre financière (1 copie papier)
Section III: attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013/11/06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
51019-154020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
51019-154020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-5-38050

Id de l'acheteur - Buyer ID
mct014
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

(Critères techniques obligatoires tel que précisé dans l'annexe « A »)

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Évaluation du prix

Clause du Guide des CCUA [M0220T](#) (2013/04/25), Évaluation du prix

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement

Référence de CCUA	Section	Date
M0031T	Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement	2007/05/25

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, l'offrant doit, selon le cas, présenter avec son offre le [Formulaire de déclaration](#) dûment rempli afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les offrants constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une offre à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs (Voir l'Annexe « C »).

Les offrants qui présentent une offre en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une offre comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les offrants qui présentent une offre à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

6.1 Offre

6.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

6.2 Exigences relatives à la sécurité

6.2.1 Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

N° de l'invitation - Solicitation No.
51019-154020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
51019-154020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-5-38050

Id de l'acheteur - Buyer ID
mct014
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

[2005](#) (2015/09/03), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

6.4 Durée de l'offre à commandes

6.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées pour une période de deux ans à partir de la date d'émission de l'offre à commandes.

6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour jusqu'à une période supplémentaire d'un an aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes cinq (5) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Charline MacDonald
Titre : Spécialiste en approvisionnement par intérim
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 1045, rue Main, unité 108
Moncton, N.-B.
E1C 1H1
Téléphone : (506) 851-6067
Télécopieur : (506) 851-6759
Courriel : Charline.MacDonald@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute

N° de l'invitation - Solicitation No.
51019-154020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
51019-154020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-5-38050

Id de l'acheteur - Buyer ID
mct014
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

6.5.3 Représentant de l'offrant (offrant veuillez compléter)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes sont :
Bureaux d'Anciens Combattants Canada (ACC) à travers le Canada.

6.7 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes ou une version électronique.

6.8 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40 000,00\$ (taxes applicables incluses).

6.9 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 400 000,00\$, (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquentes à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2015/09/03), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010A (2015/09/03), Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Besoin;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement; et
- g) l'offre de l'offrant en date du _____.

6.11 Attestations

6.11.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

6.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au à l'Île-du-Prince-Édouard et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

N° de l'invitation - Solicitation No.
51019-154020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
51019-154020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-5-38050

Id de l'acheteur - Buyer ID
mct014
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

6.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

6.2.1 Conditions générales

2010A (2015/09/03), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 16, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010A (2015/09/03), Conditions générales - biens (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

6.3 Durée du contrat

6.3.1 Date de livraison

La livraison doit se faire dans un délai de 3 semaines à compter de la date de réception de la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.4 Paiement

6.4.1 Base de paiement

Base de paiement - prix unitaire(s) ferme(s)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un ou des prix unitaire(s) ferme(s) précisé(s) l'annexe « B », Base de paiement. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.4.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2011/05/16), Limite de prix

6.4.3 Modalités de paiement

Référence de CCUA
H1001C

Section
Paiements multiples

Date
2008/05/12

N° de l'invitation - Solicitation No.
51019-154020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
51019-154020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-5-38050

Id de l'acheteur - Buyer ID
mct014
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.4.4 Paiement par carte de crédit

La carte de crédit suivante est acceptée : _____.

OU

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

6.5 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit:

L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6.6 Clauses du *Guide des CCUA*

Référence de CCUA	Section	Date
B1501C	Appareillage électrique	2006/06/16
B7500C	Marchandises excédentaires	2006/06/16
G1005C	Assurances	2008/05/12

6.7 Instructions d'expédition - livraison à destination

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

rendu droits acquittés (DDP) (Divers bureaux d'Anciens Combattants Canada (ACC) à travers du Canada) selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

Notez bien : Tel que décrit dans l'Annexe « A » - Les frais d'expédition à ACC se fera sur la base de Fret payable à destination; ACC sera facturé par le transporteur de leur choix.

6.8 Période de garantie

L'article 09 des conditions générales 2010A est modifié en remplaçant la période de 12 mois par 36 mois.

Toutes les autres dispositions de la garantie demeureront en vigueur.

ANNEXE « A » - BESOIN

Spécification pour le système de télévision en circuit fermé / avertisseurs de contrainte

Document d'information :

Anciens Combattants Canada (ACC) a un besoin pour une Offre à commandes individuelle et nationale (OCIN) pour la fourniture de télévision en circuit fermé (CCTV) et de l'équipement d'alarme de contrainte, comme décrit ci-dessous, pour les bureaux de secteurs d'ACC à travers le pays sur un besoin « au fur et à mesure » pendant la période allant de la date d'émission pour deux ans avec l'option d'une période prolonger allant jusqu'à un an. Ce matériel sera acheté pour les zones de réception aux Bureaux de secteur d'ACC aux fins de l'enregistrement et l'archivage d'informations nécessaire et avisé le personnel lorsque des incidents se produisent et une réponse est nécessaire. La livraison des articles sera aussi par appel d'offre à commande et doit être faite dans les 3 semaines après réception de l'appel d'offre. Les frais d'expédition à ACC se fera sur la base de Fret payable à destination; ACC sera facturé par le transporteur de leur choix. Installation de l'équipement n'est pas nécessaire. Tout le matériel doit pouvoir être installé et entretenu par un fournisseur approuvé/certifié tiers si nécessaire.

Livrables

1. Enregistreur vidéo numérique «DVR»

L'enregistreur vidéo numérique réseau proposé doit respecter ou dépasser les spécifications suivantes :

- a) Système d'exploitation avec la plate-forme Linux ou Windows 7 Pro intégrée
- b) Capable d'enregistrer pendant au moins 30 jours à une fréquence d'image de 30 images par seconde
- c) Le format de compression vidéo doit être H.264 (au minimum)
- d) Le DVR doit être équipé d'un disque dur pour pouvoir prendre en charge un maximum de huit (8) caméras à 30 images par secondes, d'une mémoire de 4 GB et d'une capacité de stockage de 4 TB
- e) Doit être compatible avec plusieurs marques de caméras IP
- f) Doit pouvoir prendre en charge les caméras avec une résolution pouvant atteindre 6 mégapixels
- g) Doit pouvoir afficher une vidéo directe de toutes les caméras en une seule interface
- h) Doit pouvoir afficher un mode « vue en direct » et « lecture » simultanément (PIP)
- i) Doit prendre en charge les commandes PTZ (panoramique/inclinaison/zoom)
- j) 4 ports USB pour des lecteurs et périphériques externes
- k) Une sortie vidéo HDMI, une sortie vidéo DVI
- l) Capacité d'exportation USB pour la récupération des preuves vidéo et aux fins d'enquête
- m) La vidéo d'exportation doit prendre en charge le chiffrement 256 bit AES
- n) La vidéo d'exportation doit pouvoir contenir tous les logiciels de visionnage nécessaires avec les séquences archivées
- p) L'enregistreur vidéo numérique réseau et tout l'équipement d'enregistrement connexe doivent pouvoir être fixés à l'intérieur d'une armoire à tablettes de 26 po
- q) NE DOIT PAS entraîner de frais de licence annuels
- r) Un droit de licence du matériel peut s'appliquer, à une seule fois, pour chaque canal. L'enregistreur vidéo numérique doit avoir la capacité d'enregistrer jusqu'à 8 canaux « caméras ». Les frais de licence pour les canaux seront inclus dans le coût de l'enregistreur vidéo numérique
- s) Garantie du fabricant pour 3 ans et 3 ans de mises à jour logicielles et du soutien technique
- t) Plan de mise à jour du logiciel pendant la durée des 3 ans
- u) Doit être un enregistreur vidéo numérique réseau de petite taille avec un système sans ventilateur

2. Caméra dôme – Aire d'accueil

La caméra dôme de l'aire d'accueil doit respecter ou dépasser les spécifications suivantes :

- a) Doit être équipée d'un capteur d'image de 6 mégapixels
- b) Doit prendre en charge les *codecs H.264 et/ou MxPEG*
- c) Doit avoir une garantie de 5 ans
- d) Doit prendre en charge des configurations à plusieurs objectifs dans la gamme d'angles horizontaux 13° à 82°
- e) Doit pouvoir prendre en charge l'imagerie diurne/nocturne à au moins 0,005 lux
- f) Doit être solide
- g) Doit être conforme à l'indice de protection *IP65*
- h) La température de l'environnement opérationnel des caméras doit être comprise entre -30 °C et 50 °C
- i) Doit respecter la norme d'alimentation électrique par câble Ethernet (*POE*), classes 2/3, relative aux exigences d'alimentation

3. Caméra à usage général – Aires d'attente/couloir

Les caméras proposées pour les aires d'attente, les couloirs et les autres zones doivent respecter ou dépasser les spécifications suivantes :

- a) Doit être équipée d'un capteur d'image de 6 mégapixels
- b) Doit prendre en charge les *codecs H.264 et/ou MxPEG*
- a) Doit avoir une garantie de 5 ans
- d) Doit prendre en charge des configurations à plusieurs objectifs dans la gamme d'angles horizontaux 13° à 82°
- e) Doit pouvoir prendre en charge l'imagerie diurne/nocturne à au moins 0,005 lux
- f) Doit être solide
- g) Doit être conforme à l'indice de protection *IP65*
- h) La température de l'environnement opérationnel des caméras doit être comprise entre -30 °C et 50 °C
- i) Doit respecter la norme d'alimentation électrique par câble Ethernet (*POE*), classes 2/3, relative aux exigences d'alimentation

4. Alimentation sans coupure (ASC)

L'ASC proposée doit respecter ou dépasser les spécifications suivantes :

- a) Sortie à tension sinusoïdale de 120 Vc.a. (répétée) simulée par une ASC fonctionnant à batterie (obligatoire)
- b) Valeur nominale de 1 000 VA (voltampères)/600 W (minimum)
- c) Technologie de convertisseur abaisseur-élevateur de tension (obligatoire)
- d) 8 sorties (minimum)
- e) Commutateur *POE*

5. Avertisseur de contrainte

L'avertisseur de contrainte proposé doit respecter ou dépasser les spécifications suivantes :

- a) Système d'alarme de panique sans fil. Le système doit être équipé d'un mode double qui, lorsqu'il est activé, indique si l'employé a besoin d'aide « agressif » ou si l'ensemble du bureau doit passer en mode « confinement ».

- b) Voyants d'alarme de panique – pouvant être installés sur le plafond ou sur le mur – L'encadrement du voyant doit être de deux couleurs avec une alarme intégrée – Le voyant bleu indique que la personne a besoin d'aide (incident hostile) et le voyant rouge indique un confinement. L'alarme de confinement doit aussi être audible. Quantité – 4 fixations au plafond et 3 fixations au mur
- c) Unité de commandes fixée au mur pour déterminer l'origine de l'activation de l'alarme. Commande également les voyants des alarmes de panique audio/visuelle au plafond et au mur (voir ci-dessus).
- d) Boutons d'alarme double sans fil (3) montés en surface et (6) boutons d'alarme double portatifs.
- e) En ce qui concerne la composante de confinement du système, un système de notification collective déclenché par les boutons/entrées de panique et capable d'envoyer des messages de notification urgents par l'intermédiaire de données cellulaires ou de courriels, de messages courts et d'appareils acceptant les notifications directes pouvant être transmises à au moins 50 utilisateurs est nécessaire.

6. Adresses de livraison par emplacement :

Emplacement des bureaux :

- **Terre-Neuve-et-Labrador** – Immeuble John Cabot, 10 Barter's Hill, St. John's – A1C 5V4
- **Nouvelle-Écosse** – 7105, chemin Chebucto, bureau 200, Halifax – B3K 5L8
- **Île-du-Prince-Édouard** – 161, rue Grafton, Charlottetown – C1A 1L1
- **Nouveau-Brunswick** – 189, rue Prince William, Saint John – E2L 2B9
- – 501-157, rue Water, Campbellton – E3N 3L4
- **Québec** – Complexe Samuel Holland, 830, avenue Ernest Gagnon, Sainte-Foy – G1S 3R3
- – 800, rue De La Gauchetière O., bureau 6505, Montréal – H5A 1L8
- – 320, boulevard du Séminaire Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu – J3B 5K9
- – 85, rue Bellehumeur, bureau 230, Gatineau – J8T 8B7
- **Ontario** – 1420-66, rue Slater, Ottawa – K1A 0P4
- – 61, cour Hyperion, Kingston – K7K 7K7
- – 17, rue Front, bureau 15, Trenton – K8V 4N3
- – 360, rue George N, Peterborough – K9H 7E7
- – 55, cour Town Centre, Scarborough – M1P 4X4
- – 5800, chemin Hurontario, Mississauga – L5R 4B9
- – 55, rue Bay N, Hamilton – L8R 3P7
- – 2323, promenade Riverside, Ottawa – K1A 0P5
- – 417, chemin Exeter, London – N6E 2Z3
- – 1100, rue Pembroke, bureau 201, Pembroke – K8A 6Y7
- – 107, avenue Shirreff, North Bay – P1B 7K8
- **Manitoba** – C.P. 6050, SUCC. MAIN, 610-234, Winnipeg – R3C 4G5
- **Saskatchewan** – 108-1783, rue Hamilton, Regina – S4P 2B6
- **Alberta** – 700, 6^e Avenue, Calgary – T2P 0T8
- – 940-9700, avenue Jasper, Edmonton – T5J 4C3
- **Colombie-Britannique** – 60, rue Nanaimo W, Penticton – V2A 1N1
- – 600-605, rue Robson, Vancouver – V6B 5J3
- – 320-1321, rue Blanshard, Victoria – V8W 3B3

N° de l'invitation - Sollicitation No.
51019-154020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
51019-154020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-5-38050

Id de l'acheteur - Buyer ID
mct014
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT

S'il vous plaît noter: Les quantités indiquées sont que des estimations; les commandes seront placés selon le besoin seulement.

Pour la période de 2 ans à partir de la date d'émission de l'offre à commandes :

Article	Quantité estimée	Prix/ par unité	Prix calculé
1. Enregistreur vidéo numérique	25		
2. Caméra dôme	35		
3. Caméra à usage général	90		
4. Alimentation sans coupure	25		
5. Avertisseur de contrainte	25		
Prix total (taxes applicables exclues)			

Période optionnelle d'une année supplémentaire :

Article	Quantité estimée	Prix/ par unité	Prix calculé
1. Enregistreur vidéo numérique	10		
2. Caméra dôme	15		
3. Caméra à usage général	30		
4. Alimentation sans coupure	10		
5. Avertisseur de contrainte	10		
Prix total (taxes applicables exclues)			

Id de l'acheteur - Buyer ID
mct014
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

This image shows a blank sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and extend across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.